



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

4



**Chargé de conformité anticorruption senior
(acteurs économiques) à l'Agence française anticorruption**

Affectation : Agence française anticorruption (AFA)
Catégorie : A+
Corps : Administrateur de l'Etat ou corps équivalent
Poste ouvert aux agents contractuels

Emploi : *Chargé de conformité anticorruption senior appui aux acteurs économiques*
Localisation : 23, avenue d'Italie, 75013 Paris

1 – ACTIVITÉS DE L'AGENCE FRANÇAISE ANTICORRUPTION

Créée par la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, l'Agence française anticorruption (AFA) est un service à compétence nationale, placé auprès du ministre chargé du budget et du ministre de la Justice. Dirigée par un magistrat de l'ordre judiciaire hors-hiérarchie, sa gestion administrative et financière est assurée par le secrétariat général des ministères économiques et financiers. L'Agence française anticorruption, comprend deux sous-directions et un secrétariat général.

Sa composition est interministérielle et son effectif est d'une cinquantaine agents.

L'AFA a pour missions d'aider les autorités compétentes et les personnes qui y sont confrontées à prévenir et détecter les faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme. Elle assure des fonctions de conseil, de contrôle et de coordination administrative et notamment, elle :

1° apporte son appui aux administrations de l'Etat, aux collectivités territoriales et à toute personne physique ou morale en matière de prévention et de détection des faits de corruption, de trafic d'influence, de concussion, de prise illégale d'intérêt, de détournement de fonds publics et de favoritisme ;

2° élabore des recommandations destinées à aider les personnes morales de droit public et de droit privé à prévenir et à détecter les faits de corruption ;

3° contrôle, par des contrôles sur place et sur pièces, le respect de la mise en œuvre du programme anticorruption que doivent adopter les entreprises employant au moins 500 salariés ou dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 M€ ainsi que des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité publique au sein des administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics et sociétés d'économie mixte, et des associations et fondations reconnues d'utilité publique ;

4° participe à la représentation de la France dans les instances internationales (ONU DC, GRECO du Conseil de l'Europe, OCDE, G20, G7, IPACS) ;

5° élabore le plan national pluriannuel de lutte contre la corruption.

Ce poste est vacant depuis le 15 avril 2024.

2 – DESCRIPTION DU POSTE :

Les missions du chargé de conformité anticorruption acteurs économiques senior sont les suivantes :

- Promouvoir auprès des acteurs économiques, de leurs représentants et des associations professionnelles compétentes, le référentiel anticorruption ;
- Participer à des équipes de contrôles du dispositif anticorruption d'acteurs économiques soumis à la Loi Sapin II ;
- Participer à la rédaction et à l'actualisation du référentiel anticorruption français, composé de la loi Sapin II et de ses décrets d'application, des recommandations de l'Agence et des guides pratiques, destinées à aider les acteurs économiques (entreprises et EPIC) à prévenir et à détecter les faits de corruption, de trafic et d'influence ;
- Participer à la conception et à la réalisation d'actions de formation et de sensibilisation en matière de prévention et de détection des atteintes à la probité concernant les acteurs économiques ;
- Contribuer ponctuellement aux autres travaux transverses de l'agence : études et diagnostics, rapport d'activité, plan national pluriannuel de lutte contre la corruption, travaux de prospective, etc.
- Représenter ponctuellement l'Agence dans ses activités internationales.

Exemples de dossiers :

- Publication de guides à destination des acteurs économiques sur différents aspects du référentiel anticorruption (« enquêtes internes anticorruption », « mécénat et parrainage », PME et petites ETI...etc...) ;
- Participation à des contrôles anticorruption menés par l'AFA
- Animation d'ateliers de sensibilisation au sein des fédérations et associations professionnelles et de formations dans les universités (Dauphine, Lyon II, Cergy, etc.) à l'IHEDN ou à l'EFB ;
- Réalisation de podcast présentant le référentiel anti-corruption à destination des acteurs économiques ;
- Lancement des travaux sur un projet de certification professionnelle de la fonction conformité anticorruption.

3 – DESCRIPTIF SYNTHÉTIQUE DU PROFIL RECHERCHÉ

<i>SAVOIRS</i>	<i>SAVOIR-FAIRE</i>	<i>SAVOIR-ÊTRE</i>
<ul style="list-style-type: none">- Conduite et gestion de projets, notamment dans le domaine de l'audit, et de la conformité- Droit/réglementation : connaissance solide des questions liées à la corruption et aux infractions d'atteinte à la probité tant au plan national	<ul style="list-style-type: none">- Audit- Analyse, synthèse et coordination- Rédaction de rapports ou de documents- Organisation d'activité- Travail en équipe- Maîtrise des délais	<ul style="list-style-type: none">- Sens de l'analyse- Diplomatie- Autonomie- Pédagogie- Force de travail et engagement personnel- Sens des relations humaines

qu'international (droit de la conformité anticorruption, pénal et financier) - Langues : Anglais (niveau C1)	- Aisance dans l'expression orale et écrite	
---	---	--

4 – PROFIL RECHERCHE

L'agent recruté devra disposer :

- d'une connaissance approfondie des questions liées à la corruption et à la conformité (droit de la conformité anticorruption, pénal et financier) ;
- d'une solide expérience opérationnelle dans le secteur économique acquise dans des fonctions d'audit ou de conformité ;
- d'une forte capacité d'analyse, de synthèse et de coordination ;
- d'une aptitude démontrée à la rédaction de rapports ;
- d'une expérience managériale ou de gestion de projet ;
- d'une très bonne maîtrise de l'anglais.

Conditions particulières d'exercice :

- Le poste proposé est éligible au télétravail dans les conditions réglementaires applicables à la fonction publique d'État ;
- Des éventuels déplacements ponctuels en France et à l'étranger sont à prévoir.

**Pour tout renseignement sur ce poste,
merci de bien vouloir prendre l'attache de :
Mme Catherine FERRIOL,
Chef du département de l'appui aux acteurs économiques
catherine.ferriol@afa.gouv.fr**

Les dossiers de candidature (CV et lettre de motivation) accompagnés le cas échéant des 3 derniers comptes rendus d'entretien professionnel sont à transmettre sous forme électronique **obligatoirement via l'application Passerelles ou via le site Internet « choisirleservicepublic.gouv.fr » au Secrétaire général de l'Agence,
M. Laurent BARNAUD, 23, avenue d'Italie, 75013 Paris, laurent.barnaud@afa.gouv.fr.**